

L'ÉDITO

Prochaine visite dans le Golfe du Président de la République



Bertrand BESANCENOT

est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

La visite qu'effectuera dans les semaines à venir le Président de la République dans le Golfe est une tournée à caractère essentiellement politique, mais elle sera aussi l'occasion de donner un nouvel élan à notre coopération avec ces pays.

Face à une nouvelle donne au Moyen-Orient du fait de l'arrivée à la Maison Blanche du président Biden – qui souhaite restaurer un dialogue avec Téhéran pour tenter de rétablir l'accord nucléaire et si possible le compléter ; mais aussi de favoriser une solution négociée au conflit au Yémen et enfin de reprendre langue avec les Palestiniens – il est normal que la France se concerte avec ses alliés du Golfe afin d'écouter leurs points de vue et d'envisager des actions communes visant à stabiliser cette région stratégique.

Les sujets ne manquent pas, qu'il s'agisse en particulier de l'Iran, de l'Irak, du Liban et du Yémen.

Washington et Téhéran espèrent en effet parvenir à un arrangement, mais la discussion est difficile car les positions de départ sont très éloignées. Chaque partie pense que c'est à l'autre de faire le premier pas et les Iraniens – surtout intéressés par la reprise de leurs exportations pétrolières et le déblocage de leurs financements – ne sont guère prêts à accepter des contraintes sur leurs programmes de missiles et de drones ni à renoncer à leurs ambitions régionales.

Les Européens seront néanmoins amenés à jouer un rôle important pour faciliter ces discussions et il est logique, dans cette perspective, de prendre en compte les préoccupations des pays du Golfe.

En Irak, la France comme les États du CCEAG souhaitent le renforcement de cet État encore fragile ; et ils peuvent se coordonner pour y parvenir.

Au Yémen, les Houthis tentent actuellement de prendre des gages territoriaux et de faire pression sur l'Arabie par des attaques de missiles et de drones, afin de renforcer leur main dans une future négociation. La réconciliation en cours entre les pays du Golfe devrait permettre au CCEAG de retrouver un rôle collectif pour contribuer à faire émerger une issue honorable à cette guerre qui n'a que trop duré.

Au Liban, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis notamment sont réticents à venir en aide à un pays sans gouvernement et où le Hezbollah conserve une influence prédominante. Il est donc important que les États du Golfe s'associent à nos efforts pour exiger qu'un gouvernement soit formé sans délai à Beyrouth, afin de réaliser les réformes indispensables pour sortir le pays du gouffre où il s'enlise.

La visite du Président de la République dans les États du CCEAG constituera par ailleurs un message clair du souhait de la France de donner un nouvel élan à sa coopération avec ces pays.

En effet, cette région demeure un marché porteur et solvable pour nos entreprises, d'autant plus que les réformes économiques et sociales en cours ouvrent de nouvelles opportunités de partenariat. Outre les domaines traditionnels comme l'énergie, les transports, l'eau ou la sécurité, de nouveaux secteurs se développent, notamment dans les énergies nouvelles, l'environnement, l'urbanisme, le tourisme, la culture, la santé et la formation. La France dispose de pôles d'excellence qui peuvent apporter leur contribution dans des joint ventures ou des Partenariats Publics Privés, conformément au souhait de ces pays. De même, les fonds souverains du Golfe peuvent être intéressés à investir dans des projets en France, permettant de diversifier leurs placements à l'étranger.

La visite du Président de la République sera donc l'occasion d'évoquer les dossiers prioritaires de coopération et de s'organiser pour assurer un suivi de ces projets.

Après une période de flottement liée à la crise sanitaire et à la chute des cours du brut, de nouvelles perspectives apparaissent aujourd'hui justifiant – tant sur les plans politique qu'économique – une concertation avec nos alliés du Golfe pour tenter à la fois de stabiliser cette région et de renforcer notre partenariat stratégique avec ces pays ●



REGARD D'EXPERT

Allemagne : lorsque des élections régionales donnent le la des élections générales de fin septembre prochain...



Michel MEYER

Écrivain et journaliste, Michel MEYER a été correspondant en Allemagne pendant une quinzaine d'années au service de la télévision publique française, au point de devenir un des meilleurs connaisseurs de sa culture. Il devient ensuite directeur de l'information de Radio France, avant de participer à la création de France Info en 1987. Il a également publié plusieurs ouvrages, notamment son « Dictionnaire amoureux de l'Allemagne » aux éditions Plon, en 2019.

A six mois de l'échéance électorale législative globale allemande, la consultation régionale du 14 mars n'a concerné, avec le riche Bade-Württemberg (3ème PIB d'Allemagne) couplé à l'humble Rhénanie-Palatinat (7ème PIB d'Allemagne), que deux des seize grandes régions que compte l'Allemagne. Rien d'anodin à cela. Même si, au-delà des cercles experts, peu savent que, depuis la création de la République fédérale de Bonn, cette consultation portant sur le choix des députés du Bundestag, a été systématiquement révélatrice d'un climat politique anticipant significativement les grandes tendances de ce rendez-vous crucial, fixé au 26 septembre 2021.

En effet, tout indique que ce sera une nouvelle fois le cas. Avec, pour ce qui est du Bade-Württemberg, l'accentuation d'une performance déjà significative en 2017 : celle d'un parti vert (Die Grünen) qui, en remportant 32,6 % des suffrages, a su, une fois encore, faire la course en tête mettant les chrétiens-démocrates, autant que les sociaux-démocrates en situation de perte ou de stagnation, une véritable débâcle des partis installés. A cette débâcle, échappe seulement le parti libéral revigoré qui augmente son score à 10 % tout en restant toujours à la traîne de cette Allianz für Deutschland droite, créditée de 15 % des voix en 2016, ne recueille cette fois que 9,7 % des suffrages.

Stabilité également pour le Land de Rhénanie-Palatinat où les résultats des sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates sont respectivement dotés de 36 % et 27 %. Alors que, là encore,

les verts passent de 5,3 % à 9,3 % des suffrages, l'AFD, quant à elle, régresse de 12,6 à 8,3 %.

C'est ainsi que, sur l'ensemble de l'Allemagne, et bien que toujours en tête dans les relevés hebdomadaires des instituts de sondages, les chrétiens-démocrates historiques de Konrad Adenauer, Helmut Kohl ou Angela Merkel stagnent à 31,8 % après avoir traditionnellement flirté avec des niveaux de 40/50 %. C'est l'occasion pour les verts, en marquant dans cet espace sonore une explosion de 10 % de se hisser à la deuxième place du tableau en totalisant 18,5 %. Les sociaux-démocrates y dégringolent quant à eux de 4,2 % pour se figer à 16,3 %. Alors même que l'AFD d'extrême-droite, en voie d'effritement sensible, accuse un recul significatif à 10,9 %. Quant au parti libéral, historiquement distingué comme un « faiseur de majorité » dans nombre de scrutins, il renoue avec une nouvelle crédibilité en atteignant la cote de 8,3 %.

Depuis plusieurs législatures, qu'elles soient globales, régionales ou locales, la progression des verts ne faiblit en rien, tout au contraire. Une tendance qui, de toute évidence, tient plausiblement à la rémanence de ce fond panthéiste germanique qui, réveillé dans les années 1970 par un écolo-pacifisme militant d'inspiration peace and love alors à son summum, reste notablement sous-jacent dans l'inconscient collectif de nos voisins. Initialement comparé à une pastèque à pelure verte, mais à cœur rouge vif, les verts allemands ne peuvent désormais plus être taxés de la sorte, ce qui les distingue singulièrement de leurs homologues latins et explique sensiblement leur percée dans l'opinion.

Dans la cosmogonie des Grünen, il nous faut en effet savoir que les realos (« réalistes ») ont en effet, « gentrification » aidant, pris l'ascendant sur les fundis (« fondamentalistes ») d'antan. Un facteur qui, de facto, n'est pas sans effet sur l'évolution de la scène politique allemande dans son ensemble. Ce qui permet aux Grünen, contestataires radicaux anciennement incorrigibles, de s'offrir aujourd'hui des niveaux de suffrage qui, outre-Rhin, mordent sur l'électorat des anciens partis traditionnels sans sectarisme. Et ce, au titre d'un pragmatisme marquant une proximité-décomplexée envers des sociaux-démocrates ou autres chrétiens-démocrates déçus d'eux-mêmes ou lassés d'être fustigés pour leur conservatisme résiduel par leurs jeunes filles et fils.

Autre facteur d'étonnement : Armin Laschet, aujourd'hui président en titre du parti chrétien-démocrate, mais sur-

tout candidat chancelier en campagne, n'échappe pas à ce type d'imprégnations, sinon attirances, issues de la galaxie verte. Ce catholique pratiquant n'a en effet pas manqué de lire attentivement Laudato Si, l'encyclique du pape François publiée, en 2015, sur la protection de la nature. Non sans se revendiquer, dans un même temps, de cette ordolibéralisme, ou « économie sociale de marché », selon laquelle la mission économique de l'État est de créer et maintenir un cadre normatif permettant la concurrence libre et non faussée entre les entreprises. Son aura de ministre Président accessible et efficace de la Rhénanie du Nord/Wesphalie est un passeport commode, même si, d'ici l'échéance fatidique du 26 septembre prochain, il devra essuyer les assauts feutrés du redoutable tacticien qu'est, plus que jamais, son rival et homologue bavarois Markus Söder.

Pour envenimer le tout, s'ajoute, une joute fratricide de même nature déclenchée entre les numéros un, Christian Lindner, et deux, Volker Wissing, du parti libéral, rien de plus nuisible. Dès lors qu'il sera question de former une coalition avec une formation libérale qui, avec les 8 points qu'elle thésaurise, est toute désignée pour faire alliance et partager le pouvoir d'État. Qui plus est dans le cadre d'une alliance, dite jamaïcaine, conjuguant depuis le centre-droit, le noir des chrétiens-démocrates, le jaune des libéraux et le vert des écologistes.

Dire que ce regain d'agitation politicienne favorise la gestion de l'actuelle pandémie serait mentir. Tout au contraire, en Allemagne comme en France et ailleurs, les responsables de la gestion de crise semblent débordés par les pannes en série, dont les retards de livraisons et autres doutes relatifs à la fiabilité intrinsèque des vaccins. Ceci a pour effet de démonétiser les alertes, les actions et les prescriptions de Madame Merkel. Puisque, encore tranchées il y a peu de temps, celles-ci, sur un champ électoral de plus en plus confus, sont désormais de moins en moins audibles.

Dans un contexte où, les « unes » de la presse allemande se sont focalisées sur les turpitudes de deux députés chrétiens-démocrates (parti de la chancelière) qui, lors de la pénurie de masques du premier confinement, avaient transformé leurs officines privées en filières de marché noir lucratif, ces mauvaises manières ne passent pas et vaudront aux coupables, afin d'éviter une campagne « tous pourris » d'une l'extrême droite aux aguets, un limogeage express tonitruant ●

REGARD D'EXPERTE

Twitch : le nouvel espace des politiques ?



Paul Marie DABEZIES

Diplômé d'un Master 2 de Stratégie d'Intelligence Economique à l'École de Guerre Economique, Paul Marie Dabezies a connu une expérience à l'étranger, puis a été analyste, et Responsable du Service de

Veille & Analyse chez Image Sept. Il y a développé une appétence et des compétences en veille, influence, et gestion de projet. Au sein de l'équipe de veilleurs et analystes numériques d'Antidox, Paul Marie travaille sur l'analyse de données numériques pour le compte de clients du cabinet, et les accompagne dans la compréhension des phénomènes d'opinion digitale.

Dimanche dernier 14 mars, le Premier ministre Jean Castex était l'invité du journaliste Samuel Etienne sur sa chaîne Twitch pour répondre aux questions des internautes. La semaine d'avant, c'était l'ancien président de la République François Hollande. Ce sera peut-être bientôt le tour de Marine Le Pen. Sur Youtube, il y a un mois, McFly et Carlito ont produit un vidéo sur demande d'Emmanuel Macron pour inciter les Français à respecter les gestes barrières. Avec un défi, réussi en un peu plus de 24 heures : si celle-ci atteignait 10 millions de vues, ils pourraient venir à l'Elysée pour faire avec lui un concours d'anecdotes. L'intérêt des dirigeants politiques pour les réseaux sociaux n'est pas nouveau : en 2017, Emmanuel Macron et Marine Le Pen faisaient déjà campagne sur Snapchat, en décembre 2020 le président annonçait sur son compte TikTok qu'il était positif au Covid-19...

Mais aujourd'hui deux facteurs accélèrent ce processus.

Le contexte sanitaire est évidemment favorable aux réseaux sociaux. Il a favorisé la croissance de Twitch, TikTok ou YouTube et le lancement récent de ClubHouse. Les périodes de confinements et de baisse drastique des rapports sociaux en présentiel ont développé de manière exponentielle les formats vidéos et audios.

Le second facteur est l'approche des élections présidentielles françaises. Les stratégies politiques ont bien compris la nouvelle place qu'occupent désormais les réseaux sociaux, qui, s'ils ne se substituent pas aux médias classiques, les rattrapent dans leur légitimité et les dépassent parfois par leur audience. Cette audience a une dimension générationnelle : 65% des utilisateurs des réseaux sociaux ont moins de 35 ans en 2020. 33% de cette même tranche

d'âge s'est abstenue lors du second tour des élections présidentielles en 2017, ce qui constitue la plus forte proportion de toutes les tranches d'âge. L'un des enjeux étant de convaincre les abstentionnistes, les moins de 35 ans apparaissent aujourd'hui comme une cible prioritaire, d'où l'intérêt pour les réseaux sociaux.

Mais l'utilisation de ces outils par les politiques fait parfois débat auprès des utilisateurs. Chaque plateforme a en effet sa communauté, son histoire et ses usages.

Twitch naît en 2007, de l'ambition de 4 jeunes américains de 25 ans, Justin Kan, Kyle Vogt, Emmet Shear et Michael Seibel, sur la plateforme de streaming Justin.tv, puis devient une plateforme exclusive de streaming de vidéos de jeux vidéo en 2011. En 2014, Amazon rachète Twitch pour 970 millions de dollars (810 millions d'euros). Le réseau social connaît aujourd'hui 17,5 millions de visiteurs uniques par jour dans le monde et 1 million de visiteurs uniques par jour en France.

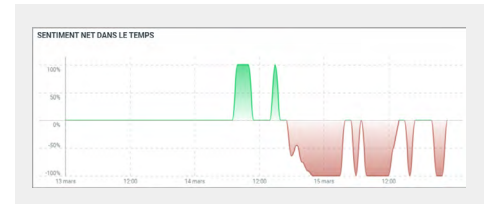
Twitch sert aujourd'hui encore à diffuser massivement des vidéos en temps réel ou décalé de parties de jeux vidéo. Mais l'offre s'est professionnalisée, avec des diffusions officielles de compétitions d'eSport en direct, comme League of Legends ou Rocket League, et de nouveaux types de contenus ont vu le jour : diffusion de Live Streams musicaux, rapidement limités à cause de la problématique des droits d'auteurs, ou de simples discussions qui permettent aux diffuseurs populaires de créer une relation forte avec leurs abonnés. Ce que fait Squeezie, le premier youtubeur français, avec 15,7 millions d'abonnés, qui utilise Twitch comme complément. Les vidéastes de YouTube Gaming ont mis en place un système simple : diffuser pendant plusieurs heures sur Twitch, puis faire un contenu monté résumant les meilleurs moments de la session-live accessible sur YouTube.

On assiste aussi à la présence croissante de Live Streams sur des sujets de débats politiques et de société, reprenant souvent les codes de la télévision en les réadaptant. C'est le cas de l'émission de Samuel Etienne qui explique : « Cette génération est née avec l'interactivité des réseaux sociaux. Elle a du mal à recevoir un message d'information unilatéral et de manière passive, comme lorsqu'on regarde un journal télévisé. »

Ce dernier est à l'origine un journaliste « classique », présent sur la chaîne France info tous les matins et sur France 3 pour « Questions pour un champion ». Il a lancé sa chaîne Twitch en décembre 2020 et connaît 366 000 abonnés en proposant tous les matins

une revue de presse dans #LaMatinéeEstTienne qui a pour but de rendre l'actualité accessible à un public jeune. Avec son format #LaRencontreEstTienne le journaliste compte recevoir les représentants de chacun des grands partis politiques. Les rencontres avec François Hollande et Jean Castex ont respectivement connu des pics à 84 000 et 85 000 vues, ce qui est assez remarquable pour un rendez-vous aussi récent.

Le lendemain du passage de Jean Castex, des extraits sont diffusés dans les matinales, dans lesquelles les chroniqueurs pointent du doigt un format qui ne présente finalement pas de grandes différences avec une interview télévisuelle classique ou même une conférence de presse. Sur TF1, on parle d'interview « un peu malaise », Libération le met dans la catégorie « flop », et présente le premier ministre comme « vintage ». Sur Radio France, on parle aussi de « promesses restées sans effets ».



Sentiments nets exprimés sur les réseaux sociaux avec le hashtag #LaRencontreEstTienne

Source : Talkwalker

Sur les réseaux sociaux, les sentiments exprimés à la suite de cette interview sont aussi mitigés : alors que le passage du Premier ministre suscitait une attente positive, les commentaires après l'interview ont été clairement négatifs, marqués par de la déception et des critiques.

Sur Twitch, le Premier ministre Jean Castex a voulu donner une image différente des habituelles conférences de presse : sans cravate, il a annoncé dès le début qu'il s'adressait à un public peu habitué des discours officiels et s'est déclaré prêt à répondre à toute question directe. La réalité de l'échange avec Samuel Etienne et avec les internautes a été marquée par un retour des éléments de langages habituels, sans se détacher d'une posture institutionnelle, excepté pour donner son avis sur la fin du match de rugby de la veille opposant l'Angleterre au XV de France. Les questions ont été limitées puisque sur Twitch le chat n'est accessible qu'aux suiveurs assidus de la chaîne : pour participer aux discussions, il faut être inscrit sur la plateforme depuis au moins deux mois, ensuite chaque chaîne fixe ses propres règles. Chez Samuel Etienne pour pouvoir poser une question, il faut 3500 « points de chaîne ». Ces points, on en gagne 10 par tranche de 5 minutes. Ce système a réduit de manière conséquente les possibilités pour les internautes de poser une question au Premier ministre. Cette situation a entretenu le sentiment négatif des habitués de Twitch qui ont toujours été réticents à l'arrivée des politiques sur leur plateforme. C'est ce que confirme le premier streamer politique de Twitch, Jean Massiet : « Une partie de la communauté Twitch voit d'un mauvais œil l'arrivée des grands médias et des grands politiques. Il y a parfois un sentiment d'agreur à voir une plateforme très spécifique, historiquement liée aux jeux vidéo, très communautaire, très bienveillante, un peu polluée par des contenus, par des personnalités que l'on connaît déjà, que l'on voit ailleurs et qu'on ne veut pas particulièrement voir sur Twitch ».

Comme tous les réseaux sociaux, Twitch connaît une exposition grandissante au grand public en raison de la venue des politiques. Si ce nouveau tournant est inévitable pour la plateforme, il n'en demeure pas moins risqué pour ses nouveaux arrivants. La présence des personnels politiques, si elle veut être durable, doit être préparée par une connaissance fine des enjeux propres à chaque réseau social ainsi que par la mobilisation plus large des militants connaisseurs de la plateforme. Une interview donnée au Figaro, au Monde ou au JDD peut utiliser les mêmes mots, en revanche une intervention sur Twitch, YouTube, Instagram, TikTok ou ClubHouse, nécessite de s'insérer dans un nouveau langage. Tout en assumant ce qu'ils sont, sans dénaturer leurs propos ou leur personnalité, il appartient désormais aux politiques d'apprendre ces nouvelles langues et de les travailler, de les pratiquer, s'ils ne veulent pas rentrer dans des dialogues de sourds. ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.